

Economie | Medef, CGPME et UPA s'unissent pour « libérer l'entreprise »



Le message se veut clair : libérons l'entreprise ! Depuis la création d'un site web consacré à la semaine de mobilisation patronale du 1er au 5 décembre, ce mouvement de contestation initié par le trio Medef/CGPME/UPA a beaucoup fait parler de lui. Dénonçant 30 ans d'une politique économique « étouffante », il a convié les chefs d'entreprises adhérents à s'exprimer à la Cité Mondiale à Bordeaux, en la présence de Jean-François Cledel, président du Medef, Serge Marcillaud, président de la CGPME Gironde et Aquitaine et du président de l'UPA Aquitaine Michel Dumon notamment.

Grogne palpable dans l'amphithéâtre, bondé des chefs d'entreprises impatients d'entendre les déclarations des responsables qui se tiennent en face d'eux. Comme l'a répété Serge Marcillaud, les attentes des trois organisations vis-à-vis du gouvernement sont les suivantes : suspendre le compte pénibilité et la loi Hamont « *qui prévoit une annonce préalable aux salariés en cas de cession de l'entreprise* », dit Jean-François Clédel, réduire les dépenses de la sphère publique et forcer l'allure sur le pacte de responsabilité. « *Arrêtons avec toutes ces lois additionnelles* » s'insurge Yannick Duffaud, président de l'Union des Industries et Métiers de la Métallurgie (IUMM), et pour qui il était important de s'associer à cette journée.

Ce type de rassemblement (convier la presse, organiser cette sorte de table ronde) n'est pas l'exercice le plus familier de ces organismes, plutôt habitués à descendre dans les rues pour exprimer leur mécontentement. Mais l'un n'empêche pas l'autre, puisque cette mobilisation s'est aussi faite dans les rues des grandes villes du territoire dès le 1er décembre. Après Paris et Toulouse, une manifestation était programmée à Lyon ce 3 décembre. Mais Serge Marcillaud, Président de la CGPME Gironde, n'incitait pas pour autant les chefs d'entreprises à s'y rendre. « *La tension est telle que nous serions incapables de canaliser les gens et leur colère. Les artisans et les chefs d'entreprises sont dans un tel état qu'on ne peut pas tout gérer. S'il y a des débordements, la manifestation sera reprises politiquement, et c'est la dernière chose dont nous avons besoin actuellement.* »

Les réactions du public dans l'amphithéâtre n'auront pas été tendre : contrat de travail trop complexe, acquisition casse-tête d'un bien immobilier, politiques « déconnectés » de la réalité, selon certains. « *Si les gens qui nous gouvernent ne savent pas ce qu'il se passe dans les entreprises ou qu'ils n'y ont jamais été, ils ne peuvent pas être efficaces* », a lancé une entrepreneuse dans la salle. Reste à savoir si ces vagues de manifestations seront

suffisantes pour que le gouvernement de Manuel Valls fasse d'autres concessions...



Jules Haverlan

Crédit Photo : Jules Haverlan / Aqui!

Publié sur aqui.fr le

[Url de cet article](#)